

Par Tribune interposée, le Conseil d'Etat a ouvert le feu : Quelle sera notre riposte ?

Le Cartel a rencontré au cours du printemps et de l'été à cinq reprises le Conseil d'Etat concernant le projet de budget 2006 et le point où nous en sommes restés dans nos discussions avec lui est le suivant: il n'y aura en 2006 aucune **création de postes**, aucune progression ni de l'**annuité** ni de la **prime de fidélité**, et seulement une « forme d'**indexation** » à discuter, selon les termes de notre grand-argentièr, Madame Brunshwig Graf. C'est cette « forme » qui était à l'ordre du jour de la dernière séance de dite négociation du vendredi 2 septembre.

MAIS, PAR VOIE DE PRESSE, LE CONSEIL D'ETAT FIGE SA POSITION EN LAISSANT PLANER LA MENACE DE CARREMENT SUPPRIMER LA PRIME DE FIDELITE!

C'est la Tribune de Genève du samedi 27 août qui, faisant des fonctionnaires ses gros titres, a annoncé que nous allions selon toute vraisemblance trinquer cette fois encore. Et vous avez certainement apprécié la manière dont le Conseil d'Etat se repose sur le vote populaire d'avril contre les coupes dans le social pour annoncer qu'il faudra bien trouver l'argent ailleurs... chez les fonctionnaires par exemple !

Outrée par la façon qu'a le plus grand employeur du canton d'informer le personnel et en tenant compte des éléments ci-dessus, l'Assemblée des Délégués du Cartel, qui s'est réunie le mardi 30 août dernier, a estimé qu'il n'y avait plus lieu de respecter le cadre de ce simulacre de négociations et que la délégation du Cartel devait se rendre vendredi à la séance du conseil d'Etat pour annoncer... son départ sur le champ après lecture d'une déclaration dans laquelle était exprimé notre désaccord avec le Conseil d'Etat autant sur la forme que sur le fond.

Nous estimons pour notre part avoir joué le jeu des négociations de bonne foi et avoir, comme il nous a été demandé, avancé nos revendications dont **pas une seule n'a été retenue !**

C'est pour cela que la séance de vendredi 2 septembre n'a duré en tout et pour tout que cinq minutes et que nous estimons n'être aucunement responsable de la rupture des négociations, si c'est de négociations que l'on peut parler!

SATUT DU FONCTIONNAIRE : OÙ EN EST-ON ?

Quant au projet de **suppression du statut de fonctionnaire** contre lequel nous avons, rappelez-vous, récolté plus de 15'000 signatures ce printemps, il n'est certes pas « à la poubelle », mais seulement « au frigo » pour le moment.

Le projet – qui était censé être voté au cours de cette législature encore – est finalement passé entre les mains de juristes pour un « examen de cohérence » et le Cartel sera auditionné une seconde fois par la Commission ad hoc le vendredi 9 septembre. Affaire à suivre...

C'est pour discuter de tout cela et décider de la suite à donner à ces provocations que nous vous convoquons à une

ASSEMBLEE GENERALE LE JEUDI 6 OCTOBRE à 20 HEURES 15 A la salle du Faubourg

CARTEL INTERSYNDICAL DU PERSONNEL DE L'ETAT ET DU SECTEUR SUBVENTIONNÉ
Case postale 1765 - 1227 Carouge - CCP 12-10549-7
ADP/EPM - AGEEP - APAP - APFEGM-HEM - FAMCO - SIT - SPG - SPJ - SSP/Vpod - UCESG - UFAC
Edit. resp. bureau du Cartel

Derrière toutes ces questions « matérielles » il y a certes nos salaires et nos conditions de travail – et nous n'avons pas à rougir à nous en préoccuper – mais également le **service public** lui-même auquel sera consacrée une journée nationale d'action le

JEUDI 15 SEPTEMBRE 2005

Le but de cette journée s'inscrit principalement dans le cadre d'une campagne nationale de sensibilisation et de mobilisation sur la signification des services publics dans le quotidien. Nous proposons donc aux syndicats et associations du Cartel d'organiser des moments de discussion sur les lieux de travail dans lesquelles des idées seraient cherchées quant à la façon de mener ces actions. Afin de donner un cadre unitaire à ces actions nous vous proposons de nous retrouver à

**17 heures 30 aux Canons (devant l'Hôtel-de-Ville)
pour un grand rassemblement**

où nous pourrions montrer par notre présence déterminée que nous ne sommes pas prêts à baisser les bras ni sur nos conditions de travail ni sur la qualité des services que nous offrons à la population et que nous ne nous laisserons pas culpabiliser par les discours de ceux qui savent très bien à qui profite le démantèlement de l'Etat...

Dans les hôpitaux, année après année, le Conseil d'Etat amplifie ses mesures d'économie aux conséquences bien connues sur le personnel et les usagers.

*En 2002, la direction, partageant l'analyse syndicale selon laquelle des augmentations conséquentes de postes sont nécessaires, a signé l'**accord hospitalier**. Cet accord prévoyait une augmentation des effectifs de 120 postes par année pendant 4 ans afin d'apporter les forces absolument nécessaires sur le terrain pour soulager le personnel en place. Or, hormis la première année où il a été appliqué, l'accord n'a plus été respecté. La direction se réfugiant derrière les mesures du Conseil d'Etat et celui-ci se refusant à négocier, l'accord est devenu un chiffon de papier.*

Cet été, sur le terrain, le personnel de très nombreux services n'a pu prendre que deux semaines de vacances au maximum et souvent avec l'obligation de faire des horaires coupés.

Le plus grave reste à venir semble-t-il puisque des informations circulent aujourd'hui prévoyant une diminution des effectifs de 0,45 dans la fonction publique, soit pour les hôpitaux une quarantaine de postes. Ces diminutions d'effectifs auraient des effets dévastateurs tant sur le personnel que sur les prestations si elles se confirmaient.

Aujourd'hui plusieurs centaines de chômeurs en fin de droit occupent des postes permanents nécessaires à la bonne marche des HUG. Au lieu de s'attaquer à eux, les autorités feraient mieux d'engager ces travailleurs, ce qui résoudrait partiellement les besoins des services et diminuerait le taux de chômage à Genève.

Depuis 1990, le nombre d'élèves au Cycle d'Orientation a crû de 27,1% , ce qui représente une augmentation de 2'823 élèves.

Or l'Etat, qui investissait il y a 15 ans 34,2% de son budget dans le DIP, n'y investit plus que 27,3% en 2004 !

N'Y A-T-IL VRAIMENT PLUS D'ARGENT COMME ON NOUS LE DIT...?

NON, ET LE DEFICIT, CE N'EST PAS NOTRE PROBLEME. NOUS AVONS PAYE PLUS QUE NOTRE PART DEPUIS 15 ANS. CE DEFICIT SERAIT LARGEMENT COMBLE SI, A GENEVE, LES ENTREPRISES (PAR EXEMPLE...) ETAIENT TAXEES NE SERAIT-CE QU'A LA HAUTEUR DE LA MOYENNE DES PAYS EUROPEENS !